

Chers camarades, chers amis,

Bonjour, bonjour à toutes et tous.

C'est avec beaucoup de plaisir et avec beaucoup d'émotions que j'ouvre cette assemblée générale de notre section CGT Finances Publiques de Haute-Garonne.

Du plaisir, malgré le contexte économique qui rime sans cesse avec austérité, parce que nous puiserons de l'énergie, des ressources et des pistes d'actions à partir des échanges nombreux que nous aurons tout au long de notre journée.

De l'émotion, car c'est notre première assemblée générale depuis la disparition de notre ami et camarade Robert BLANCO, parti bien trop tôt.

Je tiens à saluer une fois de plus sa mémoire.

Vous trouverez en page 4 de couverture de la pochette de l'assemblée générale un hommage autour d'une citation de Louis ARGAON, citation lue lors des obsèques de Robert :

« J'ai rêvé d'un pays où les enfants et les femmes aideront les bucherons à abattre le malheur. J'y ai rêvé une fois, j'y ai rêvé une seconde et toutes les nuits de ma jeunesse. J'ai rêvé d'un pays qui avait mis au monde un enfant appelé avenir.

J'ai rêvé d'un pays tout au long de ma vie, un pays qui ressemble à la douleur d'aimer. »

Avant donc de démarrer nos travaux je vais tâcher de donner certains éléments de la situation économique et social dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

La crise systémique du capitalisme dont la violence s'aggrave depuis 2007, bouleverse la vie de millions de personnes dans le monde, exacerbe les oppositions de classes, modifie les équilibres territoriaux et géopolitiques. Ce n'est pas simplement un nouvel avatar des cycles économiques que connaît régulièrement le capitalisme. Le capital financier prend le pas sur l'investissement productif. Dérégulation, déréglementation, financiarisation de l'économie, globalisation, reculs

des moyens et capacités d'intervention des États au profit des grands groupes transnationaux marquent la période.

Dans ce contexte, il est essentiel de rappeler les valeurs de solidarité de la CGT.

L'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh où ont péri **plus de mille femmes, hommes et enfants** de l'industrie de la confection a une nouvelle fois mis en lumière les conditions de travail sociales et humaines indécentes dans lesquelles les vêtements sont confectionnés pour le compte des grandes enseignes généralistes comme Carrefour.

Cela démontre une fois de plus le dumping social, au delà de la sphère européenne, à laquelle les travailleurs sont confrontés. Il n'est pas inutile de rappeler que malheureusement encore des femmes, des hommes, et des enfants travaillent dans des conditions les plus inhumaines à travers le monde, sans oublier l'esclavagisme, parfois sexuel, auxquels ils sont confrontés.

Il est urgent de défendre partout dans le monde, face aux organisations multilatérales, face aux entreprises, face aux gouvernements, des orientations mettant en avant le progrès, la justice sociale, la redistribution des richesses, des politiques industrielles ambitieuses, l'emploi de qualité, des salaires élevés, le plein exercice des droits et des libertés syndicales, la défense des travailleurs migrants et la lutte contre la mise en concurrence des travailleurs entre eux aux plans mondial comme européen, la réappropriation du travail par ceux qui l'exercent, la « démocratisation » des lieux de travail.

La crise est loin d'être terminée. Ses secousses européennes se font sentir partout sur la planète. Pourtant, nous le répétons sans cesse depuis bientôt cinq ans, **cette crise n'est pas la nôtre**. Elle vient couronner la faillite d'un modèle injuste du point de vue social, insoutenable du point de vue environnemental et inefficace du point de vue économique.

L'exaspération, la révolte, grandissent. Le risque existe cependant que la volonté de changement des peuples ne se traduisent pas qu'en termes démocratiques. Nous le savons, la violence des rapports sociaux, la conscience de l'injustice et de l'inégalité font parfois le lit des extrémismes les plus réactionnaires. Cela plaide encore une fois pour que nous démontions les mécanismes de politiques qui ne peuvent engendrer que la misère et le désespoir.

Les politiques mises en œuvre au niveau européen, soutenues par la non moins célèbre Troïka (FMI, BCE et UE), en sont la démonstration éclatante.

L'**austérité** est devenue un dogme sinon universel, au moins européen. Les politiques à l'œuvre sont coupables d'une dégradation de la situation économique et sociale.

Cela s'illustre par une montée croissante du chômage, comme en France, où inexorablement mois après mois, nous battons le triste record des demandeurs d'emplois de 1997. La situation des jeunes est des plus catastrophique : 6 millions de jeunes européens sont au chômage, dont plus de 700 000 en France, soit plus d'un jeune sur quatre.

Rappelons qu'en France 100 000 emplois ont été détruits en 2012. Et ce n'est pas la dernière loi scélérate, faussement appelée « sécurisation de l'emploi » qui va apporter le changement tant attendu, bien au contraire.

Oui, il était bien question de changement au printemps 2012.

Nous en sommes bien loin aujourd'hui. Sans entrer dans une polémique stérile, qui d'entre nous se faisait de réelles illusions ?

Le Président François HOLLANDE est plus attentif de son oreille droite envers le MEDEF, que de son oreille gauche envers le monde du travail. Nous sommes dans la sempiternelle opposition entre le capital et le travail.

Au nom du soit disant coût du dernier, le Président et son gouvernement assènt les mêmes politiques dogmatiques libérales qui cassent toujours un peu plus le modèle social né du Conseil National de la Résistance, il y a tout juste 70 ans.

Le discours médiatique autour de la dette plane toujours : il faut trouver des milliards pour sauver le capital :

- 20 milliards de cadeaux au patronat, au prétexte de la compétitive. Merci M GALLOIS
- et bientôt, plus d'un milliard d'euros sur le dos des allocations familiales. Merci M FRAGONARD

Quand est-ce que nous allons pouvoir débattre des recettes nécessaires au développement des solidarités et des services publics au service de l'emploi public et privé.

Il est grand temps d'en finir avec les politiques dogmatiques de suppressions d'emplois comme a subi ces dix dernières années notre Administration. Continuons d'exiger les moyens nécessaires à l'exercice des missions pleines et entières de notre sphère pour que la justice fiscale soit une réalité :

- 1 000 milliards de fraude et d'évasion fiscale au niveau européen
- 65 à 80 milliards en France. Je ne vous fais pas l'affront de comparer ces chiffres avec les cadeaux au patronat cités plus haut.

A la veille de la conférence sociale des 20 et 21 juin, la RGPP refait surface sous le nom de MAP (Modernisation de l'Action Publique). Ne nous y trompons pas, on vient uniquement de changer l'emballage !

A lecture du dernier communiqué de presse de la Fédération des Finances CGT suite à la rencontre de MOSCOVICI, il n'y a rien de rassurant. Je cite : « **M. Moscovici a réaffirmé sa volonté de poursuivre les politiques de redressement des comptes publics et fera en sorte que les ministères économiques et financiers soient exemplaires. Les emplois qui y seront supprimés financeront les créations d'emplois dans les ministères prioritaires (Justice, Intérieur, Education) ».**

Soyons aussi attentifs à l'acte III de la décentralisation, nouvelle RGPP à la sauce territoriale mais pas seulement. Car demain, il sera question de démocratie de proximité, de compétences des collectivités et de leurs financements ... sans oublier tout un volet de personnels sous emplois précaires qui risquent de ne voir jamais concrétiser leur titularisation.

D'ores et déjà, le gouvernement prépare l'opinion publique à une nouvelle casse des retraites.

Au niveau de la DGFIP, le changement de Directeur n'a en rien modifié les politiques dévastatrices menées depuis plusieurs années.

Je laisserai le soin tout à l'heure à Mickaël de développer sur le volet national.

Certains trouvaient que PARINI ressemblait à Mickaël JACKSON. Bruno BEZARD fait mieux en revisitant le fameux Moon Walk sous forme de démarche stratégique. La encore, on marche à reculons !

Dans notre département, la situation de l'emploi n'est pas joyeuse. Les derniers mouvements ou projets de mouvements laissent transparaître de nouveaux emplois vacants qui seront vraisemblablement les prochains emplois supprimés.

Dans ce contexte, **les droits et garanties des personnels sont bafoués.**

Le dialogue social est au point mort. Pire encore, nous avons à faire face à une Direction de classe, arrogante et sans vergogne qui pratique selon ses propres termes la maladresse ; je qualifierai plutôt cela de mensonges.

Les conditions de travail ne s'améliorent pas, bien au contraire. Toujours au nom de la recherche effrénée de réductions budgétaires, la DRFIP s'empresse de rationaliser les m2. Les derniers projets immobiliers témoignent du « je-m'en-foutisme » dont sait preuve l'Armée Mexicaine. Il n'y a qu'à voir le traitement de l'amiante.

Pour autant, la CGT ne baisse pas les bras. Nous faisons face dans chacune des instances (CAPL, CTL, CHS-CT, CDAS, SRIAS). Mais cela n'est pas suffisant et ne doit pas être notre seul angle d'attaque. Il serait dangereux de rentrer dans un syndicalisme d'institutions, souvent bien loin des préoccupations des salariés.

A l'image de ce que nous avons fait dans le cadre des cahiers revendicatifs unitaires, il faut revenir au débat avec les collègues, mettre sur la table nos propositions pour continuer de développer et construire nos revendications.

Dès la semaine prochaine, les mobilisations dans de nombreux secteurs vont se développer. Pour n'en citer que quelques unes :

- **du 7 au 14 juin,** grande semaine d'action à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats
- **le 13 juin,** la FAPT appelle à une journée d'action nationale à La Poste
- **le 15 juin,** c'est une manifestation nationale organisée par la Fédération de la Santé et de l'Action Sociale.

En Haute-Garonne, suite à la dernière assemblée générale des syndicats de Haute-Garonne, l'UD CGT 31 met en place deux journées de mobilisation interprofessionnelles **les 13 et 19 juin** sous forme de rassemblements sur la plage méridienne pour permettre la convergence des luttes.

Pour notre part, je nous engage à participer aux distributions massives du dernier 4 pages sorti hier en vu de la conférence sociale des 20 et 21 juin. Nous avons aussi toute notre place dans les prochains rassemblements.

Nous avons plusieurs entreprises emblématiques en lutte dans notre région : SANOFI, MOLEX, FREESCALE, ...

Dernièrement, le licenciement des représentants du personnel de l'usine MOLEX a été annulé par Tribunal Administratif de Toulouse. Cela est déjà un point d'appui important pour tous ceux qui luttent pour l'emploi. C'est aussi un joli pied de nez au rejet de la loi d'amnistie des syndicalistes.

OUI, c'est légitimement que nombre de salariés manifestent au travers de mouvements sociaux pour défendre les conditions de travail, préserver l'emploi et les services publics ainsi qu'un système de protection sociale efficace et solidaire.

Vous le savez j'ai l'habitude de terminer mes discours par une citation. Je n'y manquerai pas aujourd'hui mais j'y mettrai une touche très personnelle.

Dernièrement, ma fille ainée, Pauline, a travaillé sur le livre de Victor HUGO Claude Gueux. Il s'agit de l'histoire d'un condamné à mort pour le meurtre d'un Directeur de Prison. Ma fille a terminé un de ses devoirs par cette question : « ... et si Claude GUEUX avait tué un prisonnier, serait-il jugé et puni de la même façon ».

Si je me suis permis cette digression très personnelle, c'est pour rappeler, si besoin était, que la CGT agit pour que prévalent dans la société les idéaux de liberté, d'égalité, de justice, de démocratie, de laïcité, de fraternité et de solidarité.

La justice de classe est bien une réalité, tout comme les politiques économique et sociale.

Ne faisons pas du titre du dernier tract confédéral «L'Urgence d'un changement de Cap » un simple slogan mais bien une réalité.

Vive la CGT !